

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATAHITI 27. — N° 44.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pae 11 atopa 1878.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable à l'avance):

Un an.....	18 fr.
Deux mois.....	12 fr.
Trois mois.....	9 fr.

Un numéro: 25 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (au comptant):

Les 25 premières lignes.....	30 centimes
Au-delà de 25 lignes.....	25 fr.
Les annonciations renouvelées se paient la moitié de ce prix de la première insertion.	

SOMMARE.

PARTIE OFFICIELLE. — Ordinance accordant grâces pleines et entières à certains condamnés indigènes. — Arrêté : relatif aux indemnités de route et de séjour ; — rendant expéquées diverses règles supplémentaires des contributions. — Nouvelles. — Avis administratif.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Une semaine dans les vallées de Faaua et du Pa-
gara (suite). — Mouvement commercial. — Mouvements du port. — Curiosité. — Annonces. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, POMARE V, Roi des îles de la Société et dépendances et le Commandant Commissaire de la République,

A l'occasion des fêtes célébrées les 9, 10 et 11 septembre derniers en l'honneur du Protecteur consacré par la France ;

Vu l'article 11 de l'ordonnance royale du 14 décembre 1865 portant réorganisation du service judiciaire utile ;

Ensuite l'article 34, § 2, du décret du 18 août 1868 portant organisation de l'administration de la justice dans les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat des îles de la Société ;

Vu l'arrêté du 21 mars 1870, portant nomination d'une commission chargée de désigner les condamnés qui paraissent dignes d'obtention grâce ou commutation de peine ;

Vu le procès-verbal de la commission des grâces en date du 28 septembre dernier,

AVONS ORDONNÉ ET ORDOSSONS :

Art. 1^{er}. Des grâces pleines et entières de leurs peines sont accordées aux condamnés indigènes du Protectorat, pour crimes ou délits commis sur ou au préjudice d'autres indigènes, dont les noms suivent :

1^o Pairain a Tabuhumatona, condamné le 7 septembre 1875 à 5 années de prison, pour vol avec violence (bonne conduite constante);

2^o Puheoro a Toubia, dit Tushine, condamné le 13 avril 1878, pour coups et blessures, à 18 mois de prison (bonne conduite);

3^o Mauri a Avaeuri, dit Maitu, condamné le 21 juin 1878, pour coups et blessures, à 6 mois de prison (bonne conduite).

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, le Procureur de la République, chef du service judiciaire, et le Directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 3 octobre 1878.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

Ernest CHAMPAV.

Le Procureur

Le Directeur des affaires

indigènes,

C. DEMANT.

Chef du service judiciaire,

C. DEMANT.

V. C. ROSEN.

Noz, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Vu l'instruction ministérielle du 26 juin 1869 ;

Vu les prescriptions de la circulaire ministérielle du 25 mars 1878 portant évoi de l'arrêté du 19 janvier de la même année sur les indemnités de route et de séjour à allouer au personnel ressortissant au département de la marine et des colonies voyageant isolément dans l'intérieur des colonies françaises ;

Vu l'arrêté local du 8 mai 1872 déterminant lesdites indemnités pour les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat ;

Ensuite celui du 7 août 1877 fixant les indemnités à allouer au commandant du poste militaire de Taravao et aux résidents des Marquises et des Tuamotu ;

Sur la proposition de l'ordonnateur agissant tant en cette qualité qu'en celle de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÔTONS :

Art. 1^{er}. Sont rendues applicables dans les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat les dispositions édictées par l'arrêté ministériel du 19 janvier 1878 portant règlement en matière de route et de séjour à allouer au personnel ressortissant au département de la marine et des colonies voyageant isolément dans l'intérieur des colonies françaises.

Art. 2. Les distances entre les différents points des îles Tahiti et Moorea sont déterminées conformément aux indications portées aux tableaux C et D publiés à la suite du présent arrêté.

Art. 3. Le déliné de route est fixé, pour les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat, à la distance de 40 kilomètres.

Toute fraction de temps excédant une période de 24 heures sera comprise comme un jour *plein*, si la distance correspondant à cette fraction de temps excède 4 kilomètres.

Art. 4. Les dispositions édictées par les articles 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables aux Marquises, aux Gambier et aux Tuamotu, dont le calcul du cadastre n'a pas encore été fait.

Art. 5. Jusqu'à nouvel ordre et vu la difficulté des moyens de transport rendant presque impossible la fixation à l'avance des jours d'arrivée à destination, il ne pourra être fait usage de la feuille de route prévue à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 19 janvier 1878.

Il y sera supplété, comme par le passé, au moyen de la délivrance d'un ordre de service qui devra mentionner les dates d'arrivées et de départs et être soumis au vis de un représentant de l'autorité civile ou militaire compétente dans les localités où cette autorité est représentée.

Art. 6. Les gîtes d'étapes sont déterminés, pour l'île de Tahiti, conformément au tableau annexé E.

Les autres îles sont échelonnées dans les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat n'ayant pas de garnisons militaires autres que des postes de gendarmerie, il n'y a pas lieu de leur faire application du présent article.

Art. 7. Les indemnités à allouer au commandant du poste militaire de Taravao et aux résidents des Marquises et des Tuamotu continueront à être payées d'après les prévisions de l'arrêté local du 17 août 1877.

Art. 8. Toutes dispositions contraires à celles édictées ci-dessus sont et demeurent abrogées.

Art. 9. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré par le procureur et inséré au *Messager* ainsi qu'au *Bulletin officiel des Établissements*.

Papeete, le 3 octobre 1878.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

Ernest CHAMPAV.

Noz, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Vu les articles 41, 42, 43 et 60 de l'arrêté du 10 décembre 1874 sur l'assistance, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'article 3 de l'arrêté de même date sur les contributions indirectes ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ; Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÔTONS :

Art. 1^{er}. Sont rendues exécutoires les rôles supplémentaires des contributions et des licences de Tahiti et Moorea pour le 3^{me} trimestre 1878, s'élevant à la somme de quatre mille sept cent six francs ; savoir :

Contribution personnelle.....	140 00
" " des propriétaires.....	5,500 00
" " des patentés.....	8,000 00
" " des licenciés.....	8,000 00

Total..... 4,706 00

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregis-

